

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 12 novembre 2009
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Repli de l'emploi au Canada, octobre 2008 à octobre 2009	2
L'emploi a fléchi beaucoup plus vite au cours des premiers mois du repli économique actuel que durant les premiers mois des récessions de 1981 et de 1990. Cependant, les niveaux d'emploi au cours des sept mois suivants du mouvement actuel de recul ont été relativement stables, alors que l'emploi avait poursuivi sa descente lors des périodes antérieures de déclin.	
Étude : Que nous révèle le Compte satellite des pensions sur le système de retraite du Canada?, 2008	5
À la fin de 2008, il y avait au Canada 1,8 billion de dollars en actifs de retraite, en baisse par rapport à 2,1 billions de dollars en 2007, mais une somme près de quatre fois plus élevée que celle de 0,5 billion de dollars enregistrée en 1990.	
Indice des prix des logements neufs, septembre 2009	8
Compte satellite des pensions, 1990 à 2008	10

Nouveaux produits	11
--------------------------	----



Communiqués

Étude : Repli de l'emploi au Canada

Octobre 2008 à octobre 2009

L'emploi a fléchi beaucoup plus vite au cours des premiers mois du repli économique actuel que durant les premiers mois des récessions de 1981 et de 1990. Cependant, les niveaux d'emploi au cours des sept mois suivants du mouvement actuel de recul ont été relativement stables, alors que l'emploi avait poursuivi sa descente lors des périodes antérieures de déclin.

En octobre 2008, l'emploi avait atteint un sommet inégalé au Canada; cinq mois plus tard, il s'était replié de 2,1 %. En 1981 et en 1990, cinq mois après le début du repli, l'emploi avait fléchi respectivement de 0,8 % et de 0,6 %.

Cependant, les niveaux d'emploi ont été relativement stables ces derniers mois. En 1981-1982, les pertes d'emplois ont persisté pendant 17 mois et, en 1990-1991, pendant 11 mois.

Bien que les 11 mois de baisse de l'emploi au début des années 1990 aient été suivis de six mois de croissance, l'emploi avait par la suite connu une autre période de recul de sept mois.

Entre octobre 2008 et octobre 2009, l'emploi total a diminué de 400 000 ou de 2,3 %, tandis que le taux de chômage a augmenté, passant de 6,3 % à 8,6 %.

Parmi les groupes les plus touchés par les pertes d'emplois durant cette période de 12 mois figurent les travailleurs des secteurs de la fabrication et de la construction, les jeunes, les bas salariés, les familles ayant de jeunes enfants ainsi que les immigrants récents au Canada faisant partie du principal groupe d'âge actif.

Fabrication et construction : secteurs les plus durement touchés

Entre octobre 2008 et octobre 2009, les plus fortes baisses sectorielles de l'emploi ont été observées dans la fabrication et dans la construction. Ces secteurs d'activité sont aussi ceux qui avaient accusé les reculs de l'emploi les plus marqués au cours des 12 premiers mois des deux périodes antérieures de repli économique.

Dans le secteur de la fabrication, l'emploi a fléchi de 218 000 (-11,0 %) d'octobre 2008 à octobre 2009, et ce fléchissement a été généralisé. Des baisses importantes ont notamment été observées dans les

Note aux lecteurs

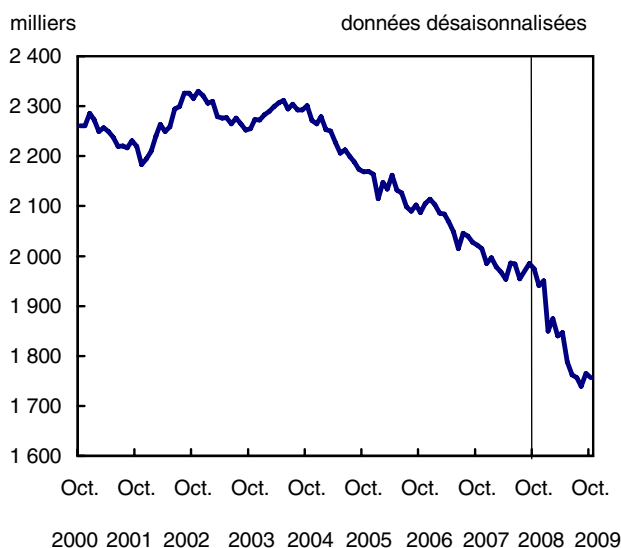
Le présent communiqué est fondé sur un rapport analytique de L'observateur économique canadien. Le rapport propose un examen détaillé de l'incidence du repli économique actuel sur le marché du travail au Canada.

En utilisant des données mensuelles de l'Enquête sur la population active, il évalue les changements au marché du travail entre octobre 2008, lorsque l'emploi avait atteint un sommet inégalé et que les taux de chômage frôlaient des creux historiques, et octobre 2009, soit un an plus tard. Le rapport compare aussi la situation au cours de cette période de 12 mois à celle observée lors de périodes antérieures de déclin économique.

industries de produits fabriqués métalliques; de la fabrication du matériel de transport; du papier et de l'impression ainsi que des meubles et des produits connexes.

L'emploi dans le secteur de la fabrication suit une tendance à la baisse depuis la fin de 2002, mais la contraction actuelle de l'économie a accéléré le mouvement de déclin. Depuis novembre 2002, l'emploi dans le secteur de la fabrication a baissé de 573 000. Plus du tiers de ces pertes se sont produites entre octobre 2008 et octobre 2009.

Emploi du secteur de la fabrication



Depuis octobre 2008, l'emploi a reculé de 73 000 (-5,8 %) dans le secteur de la construction. Si, dans le secteur de la fabrication, la tendance à la baisse de l'emploi a été constante pendant la période de 12 mois, dans le secteur de la construction, tout le repli de l'emploi s'est manifesté au cours des 5 premiers mois.

Certaines branches d'activité n'ont pas connu de pertes d'emplois au cours de cette période de 12 mois. De légères hausses de l'emploi ont été observées dans le secteur de l'immobilier et de la location, dans le secteur de l'information, de la culture et des loisirs ainsi que dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale. Durant les 12 premiers mois des deux périodes antérieures de repli, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale avait aussi connu une légère hausse de l'emploi, alors que les deux autres secteurs avaient affiché un fléchissement de l'emploi ou une croissance inférieure à celle observée au cours de la période actuelle de 12 mois.

Fléchissement de l'emploi dans le secteur privé, chez les jeunes, chez les bas salariés et chez les familles ayant des enfants

Certains groupes ont été durement touchés par la contraction de l'économie. Il s'agit en particulier des employés du secteur privé, des jeunes, des travailleurs à faible salaire et des familles ayant des enfants. De légères hausses de l'emploi ont été notées dans le groupe des 55 ans et plus.

Entre octobre 2008 et octobre 2009, le nombre d'employés du secteur privé a diminué de 449 000, comparativement à une baisse de 55 000 chez les employés du secteur public. Pendant cette même période, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 104 000.

L'emploi chez les travailleurs touchant moins de 10 \$ l'heure s'est replié de 24,8 %, soit la plus forte baisse enregistrée. Bien qu'il s'agisse de jeunes en majorité, les travailleurs de 25 à 54 ans représentaient près du tiers de ces bas salariés. Par ailleurs, le nombre d'employés touchant 40 \$ ou plus l'heure a augmenté au cours de cette période de 12 mois.

Les pertes d'emplois chez les jeunes ont représenté une constante, dans le repli actuel comme lors des mouvements antérieurs de déclin. Au cours de la période de 12 mois, l'emploi dans le groupe des 15 à 24 ans a diminué de 10,5 % chez les jeunes hommes et de 6,9 % chez les jeunes femmes. En outre, le recul de l'emploi chez les jeunes a persisté tout au long de la période de 12 mois.

Chez les hommes du principal groupe d'âge actif âgés de 25 à 54 ans dont le niveau d'éducation était au plus les études secondaires, l'emploi a fléchi de 5,2 %, bon nombre d'entre eux étant employés dans les secteurs de la fabrication et de la construction. Les femmes du principal groupe d'âge actif ayant le même niveau de scolarité ont également connu une diminution de l'emploi (-3,6 %).

L'incidence du repli économique a aussi varié selon le type de famille. Les familles comptant des enfants ont été particulièrement touchées. Les mères seules ayant des enfants ont été durement touchées, l'emploi pour ce groupe ayant diminué de 6,8 %. De plus, l'emploi a fléchi de 2,5 % chez les mères et de 2,4 % chez les pères des familles biparentales comptant au moins un enfant de moins de 18 ans.

Moins de travail à temps plein, plus d'emplois temporaires

Entre octobre 2008 et octobre 2009, le travail à temps plein a perdu du terrain, et les emplois temporaires en ont gagné.

L'emploi à temps plein s'est contracté de 2,2 %, soit plus que le repli de 1,6 % du travail à temps partiel. L'emploi chez les personnes travaillant 40 heures ou plus par semaine a fléchi de 4,6 %. Le nombre d'employés à temps plein ayant un horaire allégé (entre 30 et 34 heures) a augmenté.

De plus, le nombre de personnes occupant un emploi permanent a diminué de 3,8 %, alors que celui des personnes occupant un emploi temporaire a augmenté de 0,7 %.

Immigrants récents

D'octobre 2008 à octobre 2009, les immigrants du principal groupe d'âge actif qui se sont établis au Canada au cours des cinq années antérieures ont été plus durement touchés par le repli de l'économie que les travailleurs nés au pays. L'emploi dans ce groupe d'immigrants a diminué de 12,9 %, ce qui représente plus de cinq fois le taux de décroissance de 2,2 % affiché par la population née au Canada. Dans le cas de ces immigrants, les pertes sont survenues, pour l'essentiel, chez les travailleurs du secteur de la fabrication.

Par contre, les immigrants qui se sont établis au Canada plus de 5 ans à 10 ans auparavant ont connu au cours de la période de 12 mois un recul de l'emploi moins marqué que celui accusé par la population née au Canada, alors que ceux arrivés au Canada plus de 10 ans auparavant ont connu des hausses modestes.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 3701.**

L'étude «Repli de l'emploi au Canada : Octobre 2008 à octobre 2009» figure dans l'édition de novembre 2009 de *L'observateur économique canadien*, vol. 22, n° 11 (11-010-X, gratuit), laquelle est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien Larochelle-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

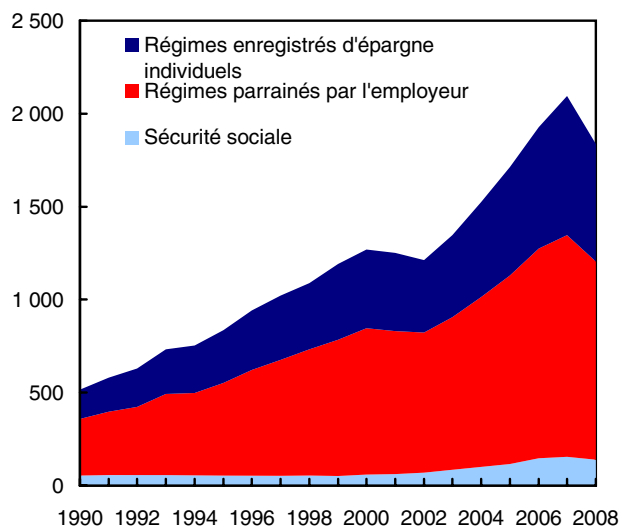
Étude : Que nous révèle le Compte satellite des pensions sur le système de retraite du Canada? 2008

À la fin de 2008, il y avait au Canada 1,8 billion de dollars en actifs de retraite, en baisse par rapport à 2,1 billions de dollars en 2007, mais une somme près de quatre fois plus élevée que celle de 0,5 billion de dollars enregistrée en 1990. À la fin de 2008, la sécurité sociale représentait 7,6 % du total des actifs de retraite, les régimes parrainés par les employeurs, 58,0 %, et les régimes enregistrés d'épargne individuels, 34,4 %.

La hausse des actifs de retraite de 1990 à 2007 a été principalement attribuable à la somme de 1,0 billion de dollars générée par les revenus d'investissement. Les cotisations, d'une valeur de 1,4 billion de dollars, ont légèrement dépassé les retraits, d'une valeur de 1,3 billion de dollars, ce qui s'est traduit par une rentrée nette de 0,1 billion de dollars. Il y a eu une hausse nette de 0,5 billion de dollars à la suite de la réévaluation de la valeur des actifs, qui comprend les gains et les pertes en capital, avant la tourmente financière de 2008.

Actifs du système de retraite du Canada

milliards de dollars



Ces données sont fournies séparément pour les trois principales catégories de mécanismes de retraite : les régimes de sécurité sociale gouvernementaux, les régimes d'épargne parrainés par les employeurs et les régimes enregistrés d'épargne individuels.

Note aux lecteurs

Le Compte satellite des pensions brosse un portrait complet de la richesse de retraite au début de chaque année : les rentrées de cotisations et le revenu gagné dans ces différents régimes; les sorties de retraits; et la réévaluation des actifs de retraite durant l'année, pour en arriver à la situation de la richesse à la fin de chaque année. Les données sur les stocks des actifs de retraite sont offertes jusqu'en 2008, et les données sur les flux, jusqu'en 2007.

Bien que la sécurité sociale représente la plus petite part du système de retraite du Canada (140 milliards de dollars en actifs en 2008), c'est elle qui touche le plus de personnes. À la fin de 2006, 12,3 millions de personnes ont versé des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) ou au Régime de rentes du Québec (RRQ), 6,3 millions de personnes ont contribué à un régime enregistré d'épargne et 5,7 millions de personnes participaient à un régime de retraite enregistré à leur travail.

Les actifs détenus dans les régimes de retraite offerts par les employeurs et les régimes enregistrés d'épargne individuels ont augmenté de façon marquée au cours des deux dernières décennies, s'étant situés respectivement à 1 064 milliards de dollars et à 631 milliards de dollars en 2008, surtout en raison de cotisations plus élevées et des réévaluations.

Régimes parrainés par les employeurs

Les actifs des régimes de retraite parrainés par les employeurs ont plus que triplé, étant passés de 302 milliards de dollars en 1990 à 1 064 milliards de dollars en 2008. Les revenus d'investissement ont été à l'origine des trois quarts de la croissance des régimes parrainés par les employeurs, et les réévaluations, du reste de la croissance. Les retraits ont dépassé les cotisations de 1990 à 2007, malgré le fait que les cotisations aient progressé du double depuis 2002.

Le secteur public a connu la croissance la plus rapide pour ce qui est de la catégorie des régimes de retraite en fiducie. En 1990, les régimes du secteur public possédaient des actifs d'une valeur de 111,1 milliards de dollars, par rapport à 88,3 milliards de dollars dans le secteur privé. En 2008, les actifs du secteur public étaient cinq fois plus élevés et ont atteint 555,7 milliards de dollars, soit plus du double de la somme de 248,7 milliards de dollars des régimes en fiducie du secteur privé.

La croissance des actifs des régimes de retraite en fiducie du secteur privé a ralenti de façon marquée au cours de la dernière décennie. Après avoir plus que doublé, pour passer de 88,3 milliards de dollars d'actifs en 1990 à 196,8 milliards de dollars d'actifs en 1999,

la croissance a ralenti pour se situer à 26 % au cours de la période se terminant en 2008. Le ralentissement de la croissance des actifs de retraite dans le secteur privé traduit des réévaluations moins importantes que les gains de capital depuis 1999.

Les cotisations se sont accrues de façon marquée dans les dernières années alors que l'on s'efforçait de garder les retraites privées pleinement capitalisées. Les cotisations ont augmenté, étant passées de montants oscillant entre 5 milliards de dollars et 6 milliards de dollars par année au cours de la plupart des années 1990 à 11 milliards de dollars en 2003, en partie pour compenser la baisse du marché boursier survenue en 2001 et en 2002. Depuis 2003, les cotisations ont augmenté de façon constante pour se chiffrer à 15 milliards de dollars par année en 2006 et en 2007. Malgré la hausse récente des cotisations dans les régimes privés, elles sont demeurées inférieures aux retraits.

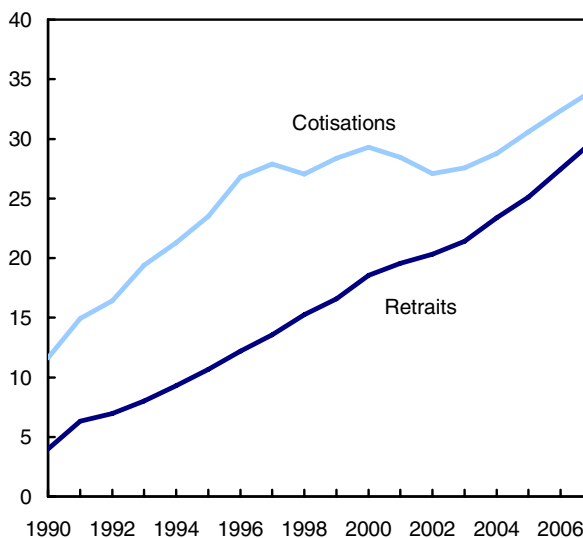
Régimes enregistrés d'épargne individuels

Les régimes enregistrés d'épargne individuels ont augmenté, étant passés de 157 milliards de dollars en 1990 à 631 milliards de dollars en 2008. Ils ont représenté la seule composante importante des retraites pour laquelle les cotisations ont dépassé les retraits au cours de la période allant de 1990 à 2007, constituant environ le quart de la croissance totale de ses actifs. Les revenus d'investissement gagnés dans les comptes de régimes enregistrés d'épargne individuels ont représenté un peu moins de la moitié de la croissance jusqu'en 2007, le reste (27 %) ayant été attribuable aux réévaluations.

Les actifs dans ces régimes (particulièrement les régimes enregistrés d'épargne) se sont accrues de façon considérable après 1991, lorsque l'augmentation du plafond des cotisations les a fait doubler entre 1990 et 1995.

Régimes enregistrés d'épargne individuels

milliards de dollars



Les cotisations à des régimes enregistrés d'épargne individuels ont progressé de 20 % de 1999 à 2007. Une hausse du plafond de cotisations à partir de 2002 n'a pas provoqué la même poussée de cotisations qu'en 1991. Cette absence de réaction peut en partie s'expliquer par des réévaluations importantes au moment de la montée du marché boursier entre 2003 et 2007.

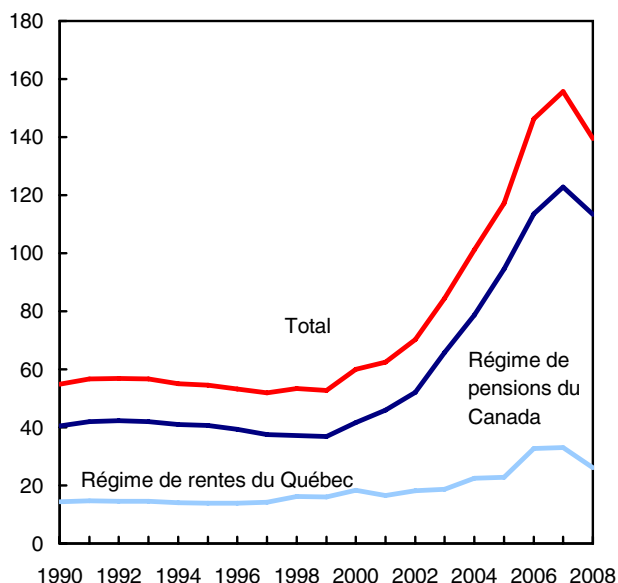
Sécurité sociale

Les actifs de retraite de la sécurité sociale ont fortement augmenté, étant passés de 53 milliards de dollars en 1999 à 140 milliards de dollars en 2008, après une absence presque complète de croissance dans les années 1990. Cela a été attribuable à une forte remontée des taux de cotisation au RPC et au RRQ amorcée en 1997. Également, le RPC levait son interdiction d'investir uniquement dans des obligations gouvernementales, ce qui a relevé le rendement moyen au cours de la dernière décennie.

Les retraits ont dépassé les cotisations au RPC et au RRQ de 15 milliards de dollars entre 1990 et 2007. Toutes ces sorties nettes sont cependant survenues durant les années 1990. Les sorties nettes de la sécurité sociale se sont renversées de façon marquée après la hausse des taux de cotisations, et les cotisations ont dépassé de près de 10 milliards de dollars les retraits au cours des dernières années.

Actifs dans les fonds de retraite de la sécurité sociale

milliards de dollars



Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2607 et 2609.

L'étude «Que nous révèle le Compte satellite des pensions sur le système de retraite du Canada?» figure dans l'édition Internet de novembre 2009 de *L'observateur économique canadien*, vol. 22, n° 11 (11-010-X, gratuit), maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, cliquez sur la publicité qui figure sous le module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (ceo@statcan.gc.ca), Division de l'analyse économique de conjoncture. ■

Indice des prix des logements neufs

Septembre 2009

Les prix de vente des entrepreneurs ont progressé de 0,5 % en septembre, à la suite de la hausse de 0,1 % observée en août. Il s'agit de la plus importante augmentation d'un mois à l'autre depuis janvier 2008 (+0,6 %).

D'août à septembre, les prix ont augmenté le plus à Vancouver (+1,4 %), suivie d'Ottawa–Gatineau (+1,0 %), de Calgary (+0,6 %), de Toronto et Oshawa (+0,5 %) ainsi que de Saskatoon (+0,5 %).

À Vancouver, les prix ont poursuivi leur tendance à la hausse à mesure que certains constructeurs sont passés à de nouvelles phases de construction de projets domiciliaires. D'autres ont augmenté leurs prix de catalogue en raison de l'intérêt croissant des consommateurs et de la situation sur le marché, qui a continué à s'améliorer.

À Ottawa–Gatineau et à Toronto et Oshawa, de nombreux constructeurs ont augmenté leurs prix en raison des conditions favorables du marché dans ces villes.

À Calgary, certains constructeurs ont augmenté leurs prix, soit en raison des coûts plus élevés de la main-d'œuvre ou parce qu'ils sont passés à de nouvelles phases de construction de projets domiciliaires ayant des frais de développement plus élevés. En plus, plusieurs constructeurs ont lentement haussé leurs prix en raison de l'amélioration du marché des logements neufs.

La plus importante diminution mensuelle des prix des logements neufs a été enregistrée à Windsor (-0,7 %), où certains constructeurs ont déclaré de plus faibles prix de vente négociés ce mois-ci.

Des baisses mensuelles ont également été observées dans le Grand Sudbury et Thunder Bay (-0,5 %), à Victoria (-0,2 %) et à Edmonton (-0,1 %).

Variation sur 12 mois : la baisse de l'Indice des prix des logements neufs se poursuit dans l'Ouest canadien

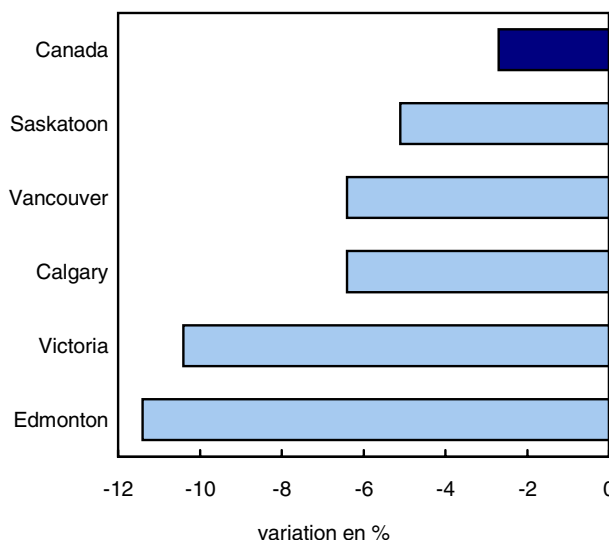
D'une année à l'autre, l'Indice des prix des logements neufs a reculé de 2,7 % en septembre, à la suite du repli de 3,1 % observé en août. Les baisses les

plus marquées ont été de nouveau notées dans l'Ouest canadien.

Dans la région des Prairies, des baisses sur 12 mois ont été enregistrées à Edmonton (-11,4 %), à Calgary (-6,4 %) et à Saskatoon (-5,1 %).

Sur la côte Ouest, des baisses d'une année à l'autre ont également été affichées à Victoria (-10,4 %) et à Vancouver (-6,4 %).

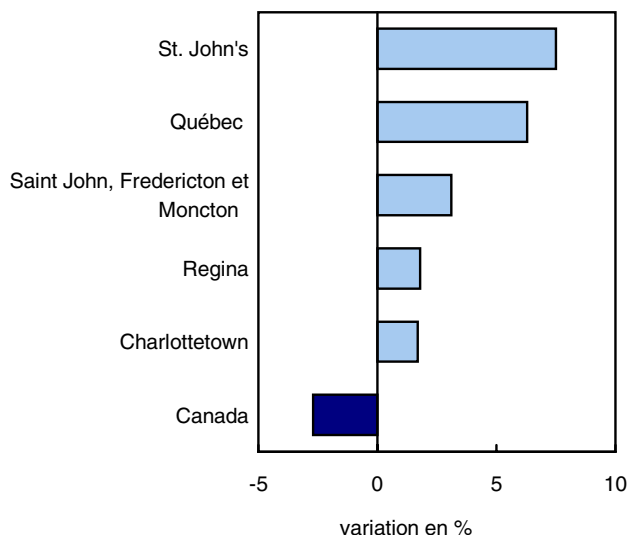
Variation en pourcentage par rapport au mois correspondant de l'année précédente (villes ayant la plus faible variation ou une variation négative)



Parmi les villes visées par l'enquête, la hausse la plus forte d'une année à l'autre a été de nouveau enregistrée à St. John's (+7,5 %). Une augmentation de la migration nette en 2008-2009, conjuguée à la vigueur de l'économie à Terre-Neuve-et-Labrador, a maintenu la demande de logements neufs à un niveau élevé dans cette province.

D'une année à l'autre, les prix ont également augmenté à Québec (+6,3 %) ainsi qu'à Saint John, Fredericton et Moncton (+3,1 %). Les prix de vente des entrepreneurs étaient également plus élevés à Regina (+1,8 %), à Charlottetown (+1,7 %) et à Winnipeg (+1,4 %).

Variation en pourcentage par rapport au mois correspondant de l'année précédente (villes ayant la plus grande variation positive)



Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du troisième trimestre de 2009 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-X, gratuite) sera offert en janvier 2010.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.gc.ca), Division des prix à la production. Télécopieur : 613-951-3117.

Indice des prix des logements neufs

	Septembre 2009	Septembre 2008 à septembre 2009	Août à septembre 2009
	(1997=100)	variation en %	
Canada	154,4	-2,7	0,5
Maisons seulement	162,5	-3,2	0,7
Terrains seulement	137,8	-1,9	0,1
St. John's	183,1	7,5	0,0
Charlottetown	121,2	1,7	0,0
Halifax	150,7	0,5	0,1
Saint John, Fredericton et Moncton	121,0	3,1	0,4
Québec	167,0	6,3	0,0
Montréal	165,6	1,5	0,2
Ottawa-Gatineau	171,4	1,3	1,0
Toronto et Oshawa	145,7	-0,5	0,5
Hamilton	150,5	-1,6	0,2
St. Catharines-Niagara	155,2	-1,8	0,1
London	144,4	0,8	0,0
Kitchener	143,0	0,4	0,1
Windsor	103,1	-0,5	-0,7
Grand Sudbury et Thunder Bay	112,1	-0,4	-0,5
Winnipeg	183,3	1,4	0,1
Regina	252,9	1,8	0,0
Saskatoon	212,7	-5,1	0,5
Calgary	231,9	-6,4	0,6
Edmonton	207,4	-11,4	-0,1
Vancouver	116,1	-6,4	1,4
Victoria	106,3	-10,4	-0,2

Note : Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

Compte satellite des pensions

1990 à 2008

Les données nationales du Compte satellite des pensions sont maintenant offertes sur demande. Les données des stocks sont offertes de 1990 à 2008. Les données des flux financiers entre les positions annuelles ainsi que l'incidence des réévaluations sont offertes de 1990 à 2007.

Ces comptes dressent un portrait complet de la richesse de différentes catégories de régimes de retraite au début de chaque année (les stocks), les rentrées de cotisations et le revenu gagné dans ces différents régimes, les retraits et la réévaluation des actifs de

retraite durant l'année pour en arriver à la situation de la richesse à la fin de chaque année. Ces données sont fournies séparément pour les trois principales catégories de mécanismes de régimes de retraite, soit les régimes de sécurité sociale gouvernementaux, les régimes de retraite parrainés par les employeurs et les régimes d'épargne-retraite individuels.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640 (iead-info-dcrd@statcan.gc.ca), Division des comptes des revenus et dépenses. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien,
novembre 2009, vol. 22, n° 11
Numéro au catalogue : 11-010-X (HTML, gratuit)

Enquête sociale générale : Un aperçu, 2009
Numéro au catalogue : 89F0115X2009001 (PDF,
gratuit; HTML, gratuit)

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

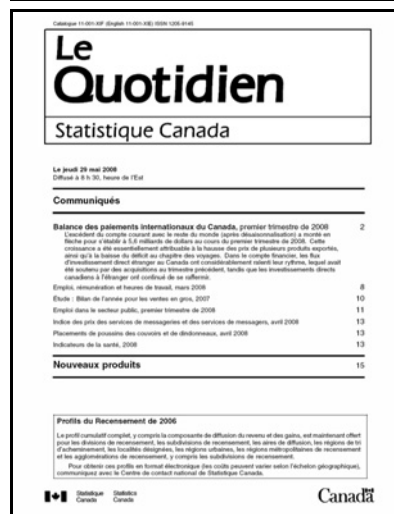
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2009. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.